nière tranche trimestrielle de la subvention accordée par l'Etat au budget de fonctionnement de ladite université.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 119 ouvert dans les écritures du trésor au nom de l'université du Bénin.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1974, chapitre 42, article 16.

Décision n° 1355-MF-MEN du 11-10-74 — Une allocation de 2.900.000 cfa (deux millions neuf cent mille cfa) est accordée au centre des œuvres universitaires de Dakar pour servir de contribution du Togo au frais de fonctionnement de ce centre au titre de l'année scolaire 1974-1975 suivant détail ci-après :

58 étudiants boursiers togolais bénéficiaires des œuvres 50.000 cfa par an et par étudiant soit un total de : $50.000 \times 58 = 2.900.000$ cfa.

Le montant de cette allocation sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au profit de l'agent comptable du centre des œuvres universitaires à Dakar-compte BCEAO n° 4 17386 Dakar.

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise, exercice 1974, chapitre 43, article 1, paragraphe 7.

Subventions

Décision n° 1282-MFE-F du 25/9/74 — Une subvention de cinq millions (5.000.000) de francs est accordée au collège Saint Joseph pour lui permettre de régler les difficultés qu'il connaît actuellement.

Cette somme sera mandatée au nom du Révérend Père Dovi, directeur dudit collège et virée au compte n° 30-010 ouvert auprès de l'U.T.B. à Lomé.

La dépense imputable, en dépassement de crédit, au budget général 1974, chapitre 42, article 2 (c) sera régularisée au prochain collectif.

Décision n° 1346-MFE-F du 9/10/74 — Une subvention de dix huit millions (18.000.000) de francs cfa est accordée par le gouvernement à la Régie Municipale des Transports Urbains (RMTU).

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 118-02 ouvert dans les écritures du trésor.

La dépense est imputable, en dépassement de crédit, au budget général, exercice 1974, chapitre 41, article 2.

Décision n° 1350-MFE-F du 9/10/74 — Une subvention de sept cent mille (700.000) francs cfa est accordée au comité national de l'eau (CNE).

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 60.153 ouvert auprès de l'Union Togolaise de Banque au nom de la Régie Nationale des Eaux (RNE).

La dépense est imputable au budget général, exercice 1974, chapitre 42, article 14.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

DECISION N° 281/MEN du 25 septembre 1974 portant morcellement de groupes scolaires.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des différentes catégories de personnel ;

Vu les nécessités du service,

D E C I D E :

Art. premier : — Les groupes scolaires ci-après désignés sont morcelés ainsi qu'il suit :

Ecoles ou groupes morcelés	Nbre de classes	Nouvelle situation	Nbre de classes
Tokoïn-Adjallé A	12	Tokoïn-Adjallé A	6
Aflao-Sagbado	6	Tokoïn-Adjallé C	6
Bè-Gare B	9	inchangée	6
Gbégnédjikopé	7	Bè-Gare B	6
Camp Gendarmerie B	11	Bè-Gare C	3
Kélégougan	6	inchangée	7
Tokoïn-Dadzie	6	Camp Gendarmerie B	6
Tokoïn-Gbonvié B	12	Camp Gendarmerie C	5
Camp R.I.T.	11	inchangée	6
Bohn C	12	inchangée	6
		Tokoïn-Gbonvié B	6
		Tokoïn-Gbonvié C	6
		Camp R.I.T. B	6
		Camp R.I.T. C	6
		Bohn C	6
		Bohn D	6

Art. 2 — La présente décision prend effet pour compter de sa date de signature.

Lomé, le 25 septembre 1974

Yaya Malou